

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 08/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORSE EXPANSIF

Villa La Retraite Fleurie, route d'Alata, 20090 Ajaccio

Références : 2024-66
Code AIOT : 0007300008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement CORSE EXPANSIF implanté LIEU DIT VINACCE 20218 MOROSAGLIA. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de la visite était de vérifier les conditions de mise en place et d'utilisation du chariot élévateur et de sa charge d'accumulation (batterie plomb) présente au sein de la zone de fabrication du dépôt de nitrate d'ammonium, zone dans laquelle s'effectue la fabrication de nitrate fuel.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORSE EXPANSIF
- LIEU DIT VINACCE 20218 MOROSAGLIA
- Code AIOT : 0007300008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Corse Expansif exploite un dépôt d'explosifs principalement utilisés pour les activités de carrières et de BTP sur la commune de Ponte-Leccia. Le site, autorisé depuis 1992, est classé "SEVESO seuil haut".

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	AP Complémentaire du 28/08/2008, article 1.1.3	Levée de mise en demeure
2	Dépôt de nitrate d'ammonium	Arrêté Préfectoral du 02/08/2007, article 8.3.1.2.1	Sans objet
3	Dépôt de nitrate d'ammonium	Arrêté Préfectoral du 02/08/2007, article 8.3.1.2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Complément de l'étude de dangers du site - Novembre 2023 -Indice A	Autre du 01/11/2023, article 3.2.5	Sans objet
5	Complément de l'étude de dangers du site - Novembre 2023 -Indice A	Autre du 01/11/2023, article 4.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présence du chariot élévateur et de sa charge d'accumulation entre les deux conteneurs de stockage d'ammonitrate sous auvent, présente des conditions considérées comme peu favorables de la part de l'inspection, compte tenu des risques d'échauffement induits par la mise en charge du chariot élévateur. L'exploitant indique toutefois que cette mise en charge a toujours lieu lors des périodes de fabrication et qu'elle s'effectue ainsi toujours en présence de personnel.

Toutefois, l'inspection demande, qu'en présence d'ammonitrate, le chargement électrique du chariot élévateur soit effectué à l'extérieur de la zone sous auvent afin de limiter les points de chaleur à proximité des stockages d'ammonitrate. Le chariot élévateur, une fois chargé, pourra toutefois être positionné sous auvent durant les périodes d'inactivité de l'entreprise. Cette situation sera confortée par la mise en place d'un dispositif de détection d'incendie relié à la centrale d'alarme du site et couplé à la sirène extérieure dans cette zone de stockage du chariot élévateur.

L'exploitant, questionné sur ces modifications et sur les nouvelles modalités organisationnelles à mettre en place, s'est engagé à répondre favorablement aux demandes de l'inspection, sous des délais courts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/08/2008, article 1.1.3
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Les accès aux installations sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant et les représentants accrédités de l'autorité administrative, sont admises dans l'enceinte de l'établissement selon une procédure définie par l'exploitant.
Constats : Suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure N°2B-2023-05-17-00006 du 17 mai 2023, la société Corse Expansif avait été mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.1.2 (Clôture) et 1.1.3 (Limitation de l'accès) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 août 2008 dans un délai de 3 mois. Par courrier, du 02 août 2023, la société Corse Expansif avait indiqué les mesures mises en œuvre sur son site pour répondre à ces obligations, justificatifs et planches photographiques à l'appui. L'inspection avait alors acté, par courrier du 21 septembre 2023, la levée de la mise en demeure. Lors du contrôle effectué le 05 avril, il a pu être constaté la mise en place effective d'un verrou à code sur le portail d'accès au site et l'amélioration de la clôture périphérique du site, conformément aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 17 mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dépôt de nitrate d'ammonium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2007, article 8.3.1.2.1
--

Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Les conteneurs stockant le nitrate d'ammonium doivent être sur une aire en béton. Ces conteneurs comportent un sol étanche formant cuvette de rétention. [...]
Constats : Lors de la visite, il est constaté que les conteneurs sont disposés sur un sol étanche, formant rétention. Cette zone présente toutefois des possibilités de perte de confinement par l'entrée au site (sous le portail) et par l'orifice d'évacuation des eaux pluviales. Lors de la visite, l'exploitant présente les modalités d'obturation de ces ouvertures par l'intermédiaire de dispositifs de fermeture prévus à cet effet (batardeaux métalliques). L'exploitant indique, par ailleurs, qu'une procédure a été rédigée pour leur déploiement par les salariés de l'entreprise en cas de sinistre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dépôt de nitrate d'ammonium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2007, article 8.3.1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les conteneurs ne doivent comporter aucune installation électrique. [...] Il doit exister un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force ou lumière, placé en dehors du dépôt, sous la surveillance d'un préposé responsable. Le courant doit être coupé pendant les heures de repos et le soir après le travail.
Constats : Les deux conteneurs ne comportent pas d'installations électriques. Il convient toutefois de préciser que l'espace laissé entre les deux conteneurs (environ 2 mètres de largeur) placé sous auvent, dispose d'une installation électrique notamment pour effectuer la recharge du chariot élévateur. Par ailleurs, il est constaté la présence d'un interrupteur général sur le compteur électrique des installations, placé à l'entrée de la zone de fabrication. La société Corse Expansif fournit également à l'inspection le rapport de vérifications périodiques des installations électriques, établi par l'APAVE le 06/12/2023, dans lequel aucune non-conformité n'est relevée. Ce document n'appelle pas de commentaire de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Complément de l'étude de dangers du site - Novembre 2023 -Indice A

Référence réglementaire : Autre du 01/11/2023, article 3.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Zone de charge de l'engin de manutention

Prescription contrôlée :

La zone de recharge est implantée sous un auvent, situé entre les deux conteneurs de stockage de nitrate d'ammonium. Elle permet le rechargement de la batterie de l'engin de manutention utilisé sur l'unité de fabrication. Ce dernier est équipé de batteries plomb.

La puissance totale étant inférieure à 50kW, l'installation est donc non classée au titre de la rubrique N°2925 "Accumulateurs (ateliers de charge)".

Les moyens de prévention suivants sont mis en place pour la zone de recharge, à savoir :

- Le sol est en béton,
- Un extincteur adapté sur la zone de recharge, bien visible et facilement accessible,
- L'unité de fabrication du nitrate fuel dispose d'un extincteur sur roue de 45kg et d'une lance à eau relié à un poteau incendie,
- Un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; les opérateurs disposent de leur téléphone portable ainsi que d'un téléphone d'astreinte,
- Un raccordement électrique conforme à la réglementation en vigueur,
- Fils d'alimentation électrique placés dans un tube rigide facilement repérables,
- Présence d'un disjoncteur spécifique à l'installation de charge, dans l'armoire électrique placée à l'entrée de l'unité de fabrication,
- Présence d'un bouton d'arrêt d'urgence de l'installation électrique placé dans un boîtier électrique à l'entrée de l'unité de fabrication,
- Ce dispositif est complété par la mise en place d'un détecteur d'incendie relié à la centrale d'alarme du site et couplé à la sirène extérieure, qui permet d'alerter le personnel présent sur site, en cas d'incendie.

Constats :

A la demande de l'inspection, un complément à l'étude de dangers dénommé "Analyse des scénarios complémentaires induits par la zone de chargement d'un engin de manutention, référencé "Novembre 2023-Indice A" a été établi afin d'étudier les risques et les scénarii d'accidents potentiellement générés par la zone de charge de l'engin de manutention. Ce document conclut notamment : "Le présent complément montre donc que les dispositions en place et/ou envisagées par les responsables de Corse Expansif assurent bien la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement et sont conformes aux prescriptions réglementaires".

Toutefois, pour améliorer la sécurité du site, l'inspection demande que :

- En présence d'ammonitrate dans les conteneurs, la recharge électrique du chariot élévateur soit effectuée uniquement à l'extérieur de la zone sous auvent de manière à éloigner le plus possible cette activité des stockages. Une procédure écrite actera cette modalité opérationnelle.
- La zone entre les conteneurs, placée sous auvent, sera équipée d'un système de détection de fumée et d'incendie, relié à la centrale d'alarme et couplé à la sirène extérieure.

L'exploitant s'est engagé à mettre en œuvre rapidement ces dispositions. L'inspection demande à l'exploitant de l'informer de la mise en œuvre effective de ces dispositions.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Complément de l'étude de dangers du site - Novembre 2023 -Indice A

Référence réglementaire : Autre du 01/11/2023, article 4.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Cas particulier des batteries Lithium-ion

Prescription contrôlée :

Depuis une dizaine d'années, les batteries au plomb sont remplacées par des batteries au lithium-ion. Le site de CORSE EXPANSIF n'en dispose pas à l'heure actuelle. Toutefois, il est possible que lors du remplacement de l'engin existant, celui-ci soit remplacé par un matériel de batteries au lithium-ion.

[...]

Constats :

En l'état de la technologie et des connaissances et compte tenu d'un certain nombre de retours d'expérience, **L'inspection n'est pas favorable à la mise en place d'un chariot élévateur à batterie lithium-ion sur le site de Corse Expansif.**

Cette option reste toutefois hypothétique de la part de l'exploitant (non prévue à ce jour mais évoqué dans le complément à l'étude de dangers remis par Corse Expansif).

L'inspection considère que le jour où Corse Expansif envisagera la mise en place d'une telle technologie sur son site, il devra fournir préalablement un "porter à connaissance" en vertu des dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite